

Séminaire « Initiation à la philosophie politique »

6-10 février 2012

« Le peuple »

Edouard Jourdain

Au vu de l'actualité, qu'il s'agisse de l'élection présidentielle en France ou des révolutions arabes, le thème du « peuple » est apparu cette année comme une évidence pour le séminaire d'initiation à la philosophie politique. Nous nous sommes fixés comme objectif d'appréhender cette notion dans ses multiples mutations, à travers ses différents usages, afin de mieux comprendre les enjeux actuels de la souveraineté, de la démocratie ou encore du populisme dans le contexte de la mondialisation. Dans cette perspective, le séminaire s'est articulé autour de six axes :

- *Les origines du peuple*, où nous nous sommes intéressés à la façon dont le peuple se constitue en tant qu'entité politique.
- *L'émergence du peuple moderne*, où il était question de voir comment le peuple apparaissait avec l'Etat moderne et faisait l'objet de différentes conceptions de la part des philosophes classiques.
- *Les traditions nationales du peuple*, où nous avons étudié de façon comparative les différentes conceptions du peuple selon les nations, notamment en s'attachant à leurs traditions révolutionnaires.
- *Les intellectuels et le peuple*, où nous avons pu apprécier la manière dont l'émergence du peuple moderne va de pair avec l'émergence de l'intellectuel dont les écrits accompagnent ses mutations.
- *Populisme, prolétariat et masses*, où nous nous sommes interrogés sur la manière dont le peuple, à l'ère du capitalisme industriel, peut prendre différentes figures pouvant être mobilisées d'un point de vue politique.
- *Penser le peuple aujourd'hui*, enfin, où nous avons tenté de problématiser la pertinence de la notion même de peuple à l'heure de la mondialisation, dans un contexte où la souveraineté semble s'éroder avec l'Etat nation, ce qui nous a amené à repenser la notion même de démocratie.

Nous avons ici privilégié une approche chronologique permettant de suivre l'évolution de la notion de peuple mais recouvrant plusieurs thématiques. Aux considérations concrètes sur l'histoire du peuple se sont ainsi mêlées des perspectives de philosophes, d'époque ou contemporains. Autant d'interventions qui, à mesure du séminaire, nous ont permis de mieux saisir cette figure « introuvable » du peuple, selon l'expression de Pierre Rosanvallon. Sans prétendre être exhaustif, ce séminaire a ainsi permis de fournir certaines clés indispensables pour mieux appréhender un sujet dont on parle plus qu'on ne le conçoit vraiment.

De la tribu à l'empire : les premières formes du peuple

Le peuple constitue une entité qui peut être appréhendée de multiples façons selon notamment que l'on s'attache à ses dimensions ethnique ou politique. Privilégiant une perspective historique et anthropologique, Alain Froment et Henri Laurens ont montré respectivement la formation des peuples premiers ainsi que des peuples palestiniens et juifs, alors que Nicolas Poirier et Jean-Claude Eslin ont exposé comment Castoriadis et Arendt envisageaient la formation politique des peuples grecs et romains.

Abordant la dimension biologique de l'espèce humaine, ainsi que sur sa division en tribus, **Alain Froment**, rappelle ainsi que ce dernier terme vient de « Tri-Bhû », c'est-à-dire trois êtres désignant la division originale du peuple romain en Latins, Sabins et Etrusques. Il retrace ainsi la généalogie de l'homme, de sa naissance en Afrique à sa migration dans les quatre coins du monde, montrant quels ont été les processus de divisions et de rapprochements entre ethnies. L'anthropologue n'hésite pas à aborder de front la notion de race, montrant que l'origine commune de l'humanité ne nous permet pas de parler de race à proprement dit, la diversité génétique montrant des brassages parfois insoupçonnés. C'est ainsi qu'une étude a montré qu'un Italien du Sud est ainsi génétiquement deux fois et demi plus proche d'un Palestinien que d'un Finlandais.

Poursuivant, **Henry Laurens** a ensuite retracé l'entrée des peuples juifs et arabes dans la modernité. C'est à la fin du XIX^{ème} siècle que le peuple juif élabore son identité, notamment dans le contexte d'un essor des nationalités et d'une montée de l'antisémitisme qui entraîne des migrations vers les États-Unis, l'Europe orientale, l'Afrique du sud ou l'Australie. L'internationalisme, lié à la non-assimilation, mais aussi le nationalisme culturel sont les deux composantes qui permettent d'expliquer l'émergence du sionisme. Le sionisme n'est cependant pas sans attirer la critique des Juifs assimilés qui pointent du doigt le danger de la double allégeance. Le sionisme toutefois devient majoritaire après la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle Hitler cristallise le sentiment communautaire juif. L'identité palestinienne, quant à elle, est d'abord un héritage de la contre-croisade : tout musulman de la terre sainte est potentiellement un défenseur contre les croisés. Dans l'immédiat après-guerre, plusieurs projets politiques se font concurrence, et c'est vers 1920-1921 qu'est trouvée une formule de synthèse : les Arabes se définissent par leur identité régionale. Le terme de Palestine sera finalement être abandonné par les Juifs en 1948 pour être remplacé par Israël, tandis que les Arabes lui donneront définitivement sa dimension politique actuelle en proclamant, par l'intermédiaire de l'OLP, l'« Etat palestinien » en 1988 à Alger.

Nicolas Poirier a exposé comment Castoriadis pouvait réinterpréter la politique de la cité athénienne pour mieux pouvoir reconstruire une théorie de la démocratie. Le propre de l'expérience grecque est tout d'abord d'avoir pu, en passant du mythe au logos, concevoir que ce sont les hommes qui se donnent à eux-mêmes leur propre loi. Toute l'histoire humaine est en fait l'histoire de l'autonomie contre l'hétéronomie. La logique de l'autonomie nous renvoie à la démocratie directe qui bannit l'autorité de l'Etat, des experts (technocratie) et des représentants qui participent tous à un degré divers de la logique de l'hétéronomie. Castoriadis envisage alors une démocratie caractérisée par la rotation des charges publiques, le tirage au sort, et le débat contradictoire. Le peuple redevient alors véritablement souverain au sein d'un espace public où il a la capacité de prendre des décisions.

Jean-Claude Eslin a enfin montré dans son intervention comment Hannah Arendt tente de penser l'action politique à partir de l'expérience romaine et plus particulièrement du couple qui fonde cette expérience : le Sénat et le peuple. La Cité est fondée sur un accord de droit et non un groupement d'hommes comme chez les Athéniens. Aussi ne peut-on, à Rome, considérer la citoyenneté comme acquise : on s'engage politiquement pour sauvegarder la fondation de Rome et cette fondation politique oblige les successeurs (élément que l'on retrouve aussi dans le dix-neuvième livre de *La cité de Dieu* de Saint Augustin). Le Sénat est caractérisé par son « auctoritas », qui désigne davantage qu'un conseil ou un ordre et « augmente » l'autorité de la fondation politique, dont le principe contient en lui tout ce qui est nécessaire pour qu'il dure.

Lorsque les philosophes pensent l'émergence d'un peuple moderne...

On assiste au 17^e siècle à l'émergence d'un peuple moderne qui devient un véritable sujet et acteur de la politique. En cela il se détache peu à peu du système théologico-politique en prenant conscience du fait que c'est de lui qu'émanent les lois et le pouvoir. D'où le fait que l'on associe généralement les théoriciens du contrat social à ce phénomène, et c'est à travers trois grands philosophes, Hobbes, Spinoza et Rousseau, que Luc Foisneau, Pierre Zaoui et Pierre Crétois nous retracent les différentes conceptions de ce peuple moderne.

On associe généralement le philosophe Hobbes à des figures comme le Léviathan qui désigne le plus souvent dans l'imaginaire une forme de dictature. Lors de son intervention, **Luc Foisneau** a dévoilé une nouvelle face de Hobbes : celle d'un philosophe de la représentation et d'un théoricien de la procédure démocratique. En effet, le chapitre 16 du Léviathan constitue le premier texte sur la représentation politique. Selon Hobbes, la démocratie est un régime dans lequel tout citoyen a le droit de suffrage en tant que contractant. Le contrat social doit s'en tenir à la décision de la majorité et le peuple n'existe que par les assemblées où il se réunit.

Chez Spinoza, le peuple, rappelle **Pierre Zaoui**, constitue tous ceux qui ne participent pas à la chose publique. Le peuple, c'est le Bien, c'est l'innocence. Ce n'est pas le *demos*, c'est le *vulgus*, constitué d'ignorants menés par leurs affects, d'enfants motivés à la fois par l'espérance et la crainte. « La foule est terrible quand elle est sans crainte », écrit le philosophe. Ce qui va permettre le passage du *vulgus* au peuple, c'est la *multitudo*, constituée d'un ensemble hétérogène constituant déjà une unité, un ensemble de corps collectifs soudés par des notions communes.

Dans l'œuvre de Rousseau, le peuple existe par convention, explique **Pierre Crétois**. Autrement dit, le fondement du peuple est un acte politique. Le contre-exemple demeure le peuple juif qui précède sa constitution. Cet acte politique a toutefois lieu dans un contexte historique précis qui va déterminer l'identité du peuple. Cette identité est déterminée par le climat au sens large, c'est-à-dire les composantes naturelles, mais aussi par la distinction et la *mimesis* que le peuple opère avec d'autres peuples. Le peuple est ainsi composé d'une communauté que l'on peut identifier à l'identité, par la société que l'on peut assimiler à l'économie, et par l'Etat qui permet à la forme peuple de se distinguer des autres. L'identité d'un peuple est enfin maintenue par l'amour d'une même chose : la patrie, amour traduit par la notion de religion civile.

...dont les conceptions varient selon les traditions nationales

L'émergence du peuple moderne se développe généralement avec la formation de l'Etat-nation et donc avec l'affirmation d'une identité nationale. Cette identité, loin de constituer un cadre

homogène, va s'accompagner de formes politiques propres à chaque peuple. Nous avons eu un aperçu de ces différences nationales à travers trois révolutions qui en constituent les archétypes, en l'occurrence les révolutions anglaise, américaine et française, respectivement traitées par Denis Baranger, Agnès Antoine et Frédéric Brahami.

Denis Baranger, en exposant la notion de peuple en Angleterre, a montré que celui-ci était très différent de la tradition française. Il n'existe pas en effet de peuple souverain s'étant doté de constitution. Ce qui compte c'est l'ancienneté des Constitutions, d'où la mention fréquente de la *Magna Carta* de 1215. En d'autres termes, ce qui compte est la succession des régimes de droits, le modèle étant celui de la jurisprudence. Aussi n'existe-t-il pas de rupture réalisée par un sujet politique constituant tel que le peuple. Ce sont avant tout les droits qui sont mis en avant, avec notamment le *Bill of Rights* de 1628, où nous retrouvons un énoncé médiéval de griefs contre les éventuels abus de pouvoir du roi. Les droits, qui sont autant de contre-pouvoirs, sont garants de la liberté du peuple anglais. Ainsi la notion de peuple est en Angleterre associée au libéralisme politique, alors qu'en France elle sera davantage liée à la démocratie.

Avec **Agnès Antoine**, nous avons pu apprécier comment l'exemple américain a permis à Tocqueville de développer une "science politique nouvelle". Alors que Benjamin Constant souhaitait la réconciliation de la liberté des Anciens, qui consiste à prendre part aux affaires de la cité, et des Modernes, qui suppose de pouvoir faire valoir ses droits individuels, sa propre philosophie n'apportait pas de solution à ce problème. Ce que montre en revanche Tocqueville, c'est que l'on peut réellement arriver à réconcilier les deux libertés. Il doit être possible de vivre dans le régime socio-politique de l'égalité, qui est fondamentalement juste, sans pour autant que l'homme soit réduit à un simple consommateur de droits et de biens. L'intérêt de la démocratie américaine, selon Tocqueville, est qu'en répandant la morale de "*l'intérêt bien entendu*", elle fait comprendre à chacun qu'en poursuivant l'intérêt général, il va aussi dans le sens de son intérêt personnel. Cette morale est moins élevée que la vertu des républiques antiques, mais plus accessible au commun des mortels et plus réaliste aussi. En se basant sur l'expérience de la démocratie américaine, Tocqueville entend ainsi montrer que c'est en s'associant avec d'autres que l'homme démocratique apprend à dépasser son individualisme constitutif.

Frédéric Brahami nous a entretenus de la Révolution française et de son rapport au peuple. Il faut d'abord garder en mémoire que toute la littérature historique et philosophique du début du XIX^{ème} siècle est une grande réflexion sur la faillite de la Révolution française et par ricochet sur le peuple et le droit naturel dans leur lien à la terreur. Partant d'une nature humaine réduite à sa plus simple expression (être sociable et raisonnable), la doctrine du droit naturel fut comprise comme une machine de guerre ayant pour effet non plus de juger du droit positif, mais de s'y substituer. À partir de là, il n'était pas bien difficile de montrer que l'entreprise était vouée au plus tragique échec (c'est ce que feront avec beaucoup de talent Burke d'abord, puis Bonald et Maistre, Saint-Simon ensuite, Comte, ainsi que Proudhon). La rationalité aurait ainsi détruit la complexité du lien social, en niant l'histoire, les préjugés et les corps intermédiaires auxquels appartenaient les individus. En considérant ainsi les individus comme de simples atomes, cette rationalité les fragilisait en les isolant face à l'Etat et en les constituant en masses, préparant ainsi un terreau favorable à l'émergence des totalitarismes.

Du prolétariat aux masses : lorsque le peuple gronde

Alors que le XVIIIème siècle avait consacré l'idée d'un peuple coïncidant avec le mythe de la nation, le XIXème siècle, puis le XXème voient se développer l'ère des masses, du prolétariat et du populisme qui sont autant de variantes s'inscrivant dans un contexte de développement du capitalisme industriel. La démocratie libérale connaît alors une crise grave : en réaction à l'individualisme bourgeois se développe le socialisme et plus particulièrement le marxisme qui fait du prolétariat le dernier sujet historique de l'histoire (Isabelle Garo). Ce processus d'industrialisation, lié à la montée des masses, a cependant fait l'objet de sévères critiques de la part d'intellectuels tels que Ortega y Gasset et sa critique de la notion d' « homme-masse » (Yves Lorvellec), qui y voient la mort de l'individu et le développement logique du capitalisme. Plus récemment le populisme, comme l'a montré Jean-Claude Monod, a connu un regain de succès et, au-delà d'une certaine connotation péjorative, fait l'objet d'actuelles théorisations positives comme celle d'Ernesto Laclau.

Partant de l'œuvre de Marx, **Isabelle Garo** se demande si le prolétariat peut être considéré comme une figure du peuple. Pour Marx, le prolétariat constitue une classe sociale qui « par son caractère universel » et ses « souffrances universelles » représente la dissolution de la société bourgeoise. En effet, dans le processus historique de la lutte des classes, le prolétariat constitue la dernière classe exploitée, et son accession au pouvoir marquera la libération de l'ensemble du genre humain. Le rapport du prolétariat avec le peuple est double et ambigu : il peut être considéré comme une figure du peuple dès lors que celui-ci représente la partie la plus défavorisée d'une population, mais d'autre part le prolétariat ne peut être assimilé à la représentation bourgeoise du peuple qui s'incarne dans la nation. Il est cependant possible que ces deux conceptions du peuple (prolétariat et nation) se soutiennent dans la marche vers l'avènement du communisme, c'est le cas par exemple des luttes nationales auxquelles le prolétariat prend part pour s'émanciper de la tutelle impérialiste.

Jean-Claude Monod s'est quant à lui penché sur la notion de populisme et son analyse par le politologue argentin Ernesto Laclau. Interrogeant la pertinence d'une « raison populiste », il rappelle qu'à l'origine cette notion n'est pas péjorative, notamment en Russie et aux Etats-Unis où elle désigne des mouvements populaires progressistes. Elle désigne aussi, surtout en France, un qualificatif pour la littérature qui s'adresse au peuple, mais a posteriori a pu désigner des mouvements comme le boulangisme ou le poujadisme. Alors que dans la tradition marxiste orthodoxe, le populisme était considéré comme une forme dégénérée du socialisme initié par la petite bourgeoisie et les classes moyennes, Ernesto Laclau entend réhabiliter cette notion en affirmant que le flou du concept de populisme est lié au flou de la réalité sociale. Il imagine alors la possibilité de concevoir une « raison » populiste en théorisant une articulation des équivalences, liées à la demande d'égalité (des salaires, des fonctions sociales) et des différences, liées à la reconnaissance des individus et des groupes. Le populisme est antilibéral et réactive le conflit, autrement dit il possède des vertus de politisation, et s'il peut être dangereux il ne l'est pas essentiellement. Bien qu'étant à la base un mouvement de protestation, il est un mouvement qui cherche à prendre le pouvoir mais qui dès qu'il s'en empare déçoit sa base en raison des promesses qu'il peine à tenir, échecs qu'explique la présence continue des ennemis contre lesquels le mouvement s'est opposé.

Yves Lorvellec s'est enfin intéressé à la notion d' « homme-masse » dans l'œuvre du philosophe espagnol José Ortega y Gasset. Celui-ci soutient une vision aristocratique de l'individu contre

L'« homme-masse ». L'« homme-masse » est un type humain, c'est l'homme sans qualité. Il n'y a pas de divisions en classes sociales mais en classes d'hommes. L'« homme-masse » est comme une matière en attente de sa forme et n'a rien à faire du bien commun, il désire simplement imposer ses opinions. L'homme est un animal qui imite, mais ce qui est important n'est pas tant l'imitation en tant que telle que la sélection de l'imitation. L'individu peut imiter le vulgaire, c'est l'« homme-masse », ou le meilleur, c'est l'homme aristocratique. C'est l'admiration qui est à l'origine de l'élan social créateur. En cela les hommes ne sont pas seulement mus par leurs intérêts mais aussi par leurs aspirations.

Le peuple comme objet de réflexion des intellectuels

La constitution politique du peuple moderne s'est accompagnée de l'émergence de la figure de l'intellectuel, venu théoriser la notion de peuple mais aussi s'en faire le défenseur et le critique. L'intellectuel est souvent, comme le peuple, le reflet de son époque, l'un et l'autre s'influencent réciproquement. C'est ce que nous montre Frédéric Gros à partir de l'œuvre de Foucault, mais aussi Laurent Gayard à travers un texte de Jean Paulhan, directeur de la NRF dans les années trente, qui nous montre l'intellectuel en prise avec le peuple dans un contexte historique en crise.

Partant de l'œuvre de Michel Foucault, **Frédéric Gros** expose une classification des intellectuels dans leur rapport au peuple, ceci dans l'objectif de repenser le peuple non pas tant en tant que sujet mais en tant qu'objet d'un pouvoir disciplinaire. Il entend dans un premier temps distinguer quatre types d'intellectuels qui correspondent à quatre figures du peuple : l'intellectuel éclairé (Voltaire), qui considère le peuple ignorant et estime que sa tâche est de l'éduquer ; l'intellectuel universel (Zola), qui agit au nom de valeurs que le peuple se doit de défendre ; l'intellectuel prophète (Sartre), qui enjoint le peuple à accomplir sa tâche, voire son destin historique, fut-ce par la violence ; l'intellectuel critique (Foucault) enfin, selon lequel toute théorie générale est inacceptable et le peuple n'est plus un sujet de l'histoire. C'est à partir de cette dernière figure de l'intellectuel, celle de Foucault, que Frédéric Gros appréhende la figure du peuple qui devient objet plutôt que sujet, autrement dit le peuple devient population. En effet le pouvoir souverain s'est transformé avec le néo-libéralisme en pouvoir disciplinaire : on ne commande pas à une population, on la gère. La population n'est pas une volonté, elle est prise dans les dispositifs de la gouvernementalité.

Laurent Gayard a quant à lui fondé son intervention sur un texte tout à fait surprenant, écrit et publié par le directeur de la NRF en 1939, Jean Paulhan, intitulé : « La démocratie fait appel au premier venu », ce « premier venu », figure de l'Arbitraire, dont l'autorité est légitime dès lors qu'il est issu du « peuple » entendu au sens large. Ce texte se conçoit à la fois comme un épilogue intellectuel aux accords de Munich livrant la Tchécoslovaquie aux ambitions allemandes et un prélude à la « drôle de guerre ». La première caractéristique de l'article est de développer une virulente charge à l'encontre des élites intellectuelles, des « princes de la pensée », qui, selon le directeur de la NRF, ont contribué par leurs engagements contradictoires à une cacophonie générale ayant envahi l'espace public. La multiplicité des discours a ainsi contribué à désarmer tout discours et à décrédibiliser le régime du pluralisme d'opinions.

Le peuple aujourd'hui : une figure introuvable ?

Le peuple fait l'objet aujourd'hui d'un regain d'attention, qui plus est en cette période électorale. Quelle est en effet cette figure du peuple dont le Président tire toute sa légitimité via le suffrage

universel. Est-il toujours un sujet politique et l'a-t-il jamais été ? Quelle est désormais sa place dans la mondialisation dont on sait qu'elle érode considérablement la forme politique de l'Etat-nation ? C'est à ces questions qu'ont tenté de répondre François Cusset et Laurent Bouvet, qui ont respectivement parlé des minorités en s'appuyant notamment sur la philosophie de Deleuze, et sur les différentes figures qui peuvent actuellement composer le peuple. Etienne Tassin et Catherine Colliot-Thélène se sont quant à eux davantage penchés sur la notion de peuple dans le contexte de la mondialisation et de la gouvernance.

François Cusset, dans son intervention sur le peuple et les minorités, suggère que le concept de minorité est sans doute au cœur de la crise politique contemporaine en France. Il suggère qu'il constitue un intermédiaire entre des abstractions régulatrices telles que la Nation ou l'Individu. En effet, il peut permettre de croiser les apports issus des luttes sociales antérieures avec ceux des mouvements actuels, l'héritage de Marx avec ceux des penseurs majeurs que furent Michel Foucault et Gilles Deleuze. Mais pour y parvenir, il faut préciser ce que minorité veut dire. L'auteur s'inspire ici de la conception deleuzienne qui pensait la minorité à l'intérieur même de l'individu et du moi comme une faiblesse, une dissidence par rapport aux normes et en faisait le moteur d'un processus de subjectivation permanent. Aussi, renvoie-t-elle fondamentalement à l'opposition que nous ne manquons d'exprimer, à un moment ou à un autre, face à l'opinion majoritaire, à un « résidu de l'algèbre démocratique » qui résiste de fait aux normes dominantes. En ce sens, comme pensée et comme pratique, elle peut ouvrir la voie au renouvellement des stratégies de luttes et des modes de subjectivation politique.

Dans son dernier ouvrage, *Le sens du peuple : la gauche, la démocratie et le populisme*, **Laurent Bouvet** distingue trois figures du peuple : le peuple démocratique, le peuple social et le peuple national. Après la Seconde Guerre mondiale, mais plus encore après les périodes totalitaires, nous assistons à une dilution des catégories du peuple, à une dilution de l'émancipation sociale et à une disparition de la classe ouvrière. Il s'agit donc de penser ce constat : la figure du peuple s'est défaite. Cependant, nous constatons l'émergence de populations interstitielles et d'un nouveau peuple, en l'occurrence celui des minorités, une nouvelle figure plurielle qui reste à penser.

C'est un tableau critique de la globalisation qu'**Etienne Tassin** oppose à la mondialisation en s'appuyant notamment sur les travaux de Hannah Arendt. La globalisation économique récuse le monde comme habitation déliée de toute fonctionnalité et de toute rentabilité en le considérant comme un gigantesque gisement de ressources qu'elle transforme en biens de consommation, mais elle détruit, en ramenant toute production au seul foyer de l'*oikonomia*, la pluralité culturelle sans laquelle il ne saurait y avoir de monde. Le monde est l'ensemble hétérogène des communautés culturelles au travers desquelles s'articule et se préserve la pluralité des formes symboliques humaines. Or, la pluralité est une donnée constitutive du monde humain, la condition d'un agir politique des communautés humaines. Sans elle, il n'y aurait pas de monde ni de monde commun. D'où le paradoxe : sans la pluralité des mondes, il ne saurait y avoir de monde. La différenciation des communautés est constitutive du monde comme monde commun.

A partir de son livre récemment paru, *La démocratie sans demos*, **Catherine Colliot Thelene**, expose comment elle envisage la place du peuple dans la nouvelle configuration des pouvoirs que produit la mondialisation. Le problème de la démocratie consiste en ce qu'elle s'est généralement figuré le peuple comme un mythe, comme l'Un. Or cet Un n'a aucune véritable réalité sociologique ou politique : le peuple n'a jamais été véritablement souverain en tant que

décideur, il l'a toujours été par le biais de ses représentants dont le mode de désignation n'est pas démocratique mais aristocratique. La multiplication des lieux de pouvoir, notamment par le biais de la notion de gouvernance a cependant modifié la notion même de peuple. La démocratie ne repose plus sur « le peuple » comme sujet politique unique, mais sur des sujets multiples revendiquant des droits subjectifs et multipliant les allégeances.

Bibliographie

- Antoine, Agnès. *L'impensé de la démocratie*, Fayard, 2003.
- Arendt, Hannah, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972.
- Bachofen, Blaise, *La Condition de la liberté. Rousseau, critique des raisons politiques*, Payot, 2002
- Baranger, Denis, *Ecrire la constitution non écrite : une introduction au droit politique britannique*, PUF, 2008.
- Burke, Edmund, *Réflexions sur la révolution de France*, Hachette, 2011
- Breton, Roland, *Les Ethnies*, PUF, 1981.
- Bouvet, Laurent, *Le sens du peuple : la gauche, la démocratie, le populisme*, Gallimard, 2012
- Castoriadis, Cornelius :
 - *Domaines de l'homme* (Les carrefours du labyrinthe II), Le Seuil, 1986
 - *Le Monde morcelé* (Les carrefours du labyrinthe III), Le Seuil, 1990
 - *La Montée de l'insignifiance* (Les carrefours du labyrinthe IV), Le Seuil, 1996
 - *Fait et à faire* (Les carrefours du labyrinthe V), Le Seuil, 1997
 - *Figures du pensable* (Les carrefours du labyrinthe VI), Le Seuil, 1998
- Cusset, François. *French Theory*, La Découverte, 2005
- Collectif, *Jean Paulhan. Le clair et l'obscur*, Gallimard, 1999.
- Colliot-Thélène, Catherine, *La démocratie sans demos* aux PUF, 2011.
- Derathé, Robert, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Vrin, 2000
- Eslin, Jean Claude, *Hannah Arendt, L'obligée du monde*, Michalon, 1996
- Foisneau, Luc, *Hobbes et la toute-puissance de Dieu*, PUF, 2000
- Foucault, *Dits et écrits II*, Gallimard, 2001
- Garo, Isabelle, *Marx : une critique de la philosophie*, Le Seuil, 2000
- Gros, Frédéric, *Michel Foucault*, PUF, 2010
- Hobbes, *Léviathan*, Gallimard, 2000
- Laclau, Ernesto, *La raison populiste*, Le Seuil, 2008
- Lasch, Christopher, *Le seul et vrai paradis*, Flammarion, 2006
- Laurens, Henry : *La Question de Palestine* :
 - *Tome 1 - L'invention de la Terre sainte (1799-1922)*, Fayard, 1999.
 - *Tome 2 - Une mission sacrée de civilisation (1922-1947)*, Fayard, 2002.
 - *Tome 3 - L'accomplissement des prophéties (1947-1967)*, Fayard, 2007.
- Lorvellec, Yves, *Ortega y Gasset. L'exigence de vérité*, Michalon, 2001
- Marx, Karl, *Manifeste du parti communiste*, GF, 1999
- Moreau, Pierre-François, *Spinoza. Etat et religion*, ENS Editions, 2005
- Poirier, Nicolas, *Création et institution. L'ontologie politique de Cornelius Castoriadis*, Payot, 2011
- Raynaud, Philippe, *Trois révolutions de la liberté. Angleterre, Amérique, France*, PUF, 2009.
- Rousseau, *Du contrat social*, GF, 2012
- Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, GF, 2012

- Sand, Schlomo, *Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, 2008.
- Spinoza, *Traité politique*, Paris, Vrin, 1968
- Spinoza, *Traité théologico-politique*, GF, 1997
- Taine, Hyppolite, *Les origines de la France contemporaine : L'ancien régime, La révolution, Le régime moderne*, Robert Laffont, 2011
- Tassin, Etienne, *Un Monde commun. Pour une cosmo-politique des conflits*, Le Seuil, 2003,
- Tassin, Etienne, *Hannah Arendt. Crises de l'État-nation, pensées alternatives*, (éd. avec Martine - Leibovici, Anne Kupiec et Géraldine Muhlmann), Sens & Tonka, 2008.
- Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, GF, 2010

Publié sur www.ihej.org, le 15 mai 2012

Copyright © 2012 IHEJ - Institut des hautes études sur la justice